

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à la télévision qatari à l'occasion de la visite en France de l'Emir du Qatar, notamment sur les relations Nord-Sud et le désarmement Est-Ouest, Paris, mardi 12 novembre 1985.

Mesdames et messieurs,

- A l'occasion de la visite d'Etat que Son Altesse le Cheikh Khalifa, Emir de l'Etat du Qatar, effectuera en France, nous avons l'honneur et le plaisir d'accueillir sur les écrans de la télévision du Qatar, son excellence monsieur François Mitterrand, Président de la République française. Monsieur le Président, permettez-moi d'abord de vous remercier au nom de toute l'équipe de la télévision du Qatar, d'avoir bien voulu accepter de répondre à nos questions.

- LE PRESIDENT.- Mais je le conçois avec grand plaisir, de même que nous serons très honorés de recevoir dans quelques jours Son Altesse l'Emir. Nous avons déjà des relations, de bonnes relations, mais je crois que rien ne vaut la relation directe, et cette relation nous allons l'établir, visite d'Etat, c'est-à-dire avec toute la solennité désirable pour bien marquer l'estime dans laquelle nous tenons votre pays et son souverain.

- QUESTION.- Monsieur le Président, tout d'abord, que pensez-vous de ces entretiens que vous allez avoir prochainement avec Son Altesse, Emir de l'Etat du Qatar, et comment voyez-vous l'état actuel et les perspectives d'avenir des relations de la France avec les pays membres du Conseil de coopération des Etats du Golfe en général et des relations franco-qatari en particulier ?

- LE PRESIDENT.- Oh, je pense qu'il s'agit surtout de continuer ce qui a été bien commencé. Cela fait déjà longtemps que la France entretient des contacts féconds avec les émirats, avec les pays arabes de cette région. Nous avons ensemble engagé beaucoup d'actions, organisé beaucoup d'échanges, et il me semble que sur le -plan économique et sur le -plan commercial, mais aussi sur le -plan culturel, chacun de nos pays peut apporter beaucoup aux autres. Et puis il ne faut pas réduire des relations bilatérales, telle n'est pas votre pensée naturellement, il ne faut pas réduire des relations bilatérales au simple examen des intérêts nationaux des deux pays. Il est très important pour moi d'avoir l'opinion de Son Altesse, en particulier sur les problèmes qui touchent d'abord à la région, pour vous trouver par -rapport au monde arabe, par -rapport à son voisinage, mais aussi avoir l'opinion de quelqu'un d'éclairé sur les problèmes du monde. Donc je vois dans cette rencontre un triple intérêt, une façon pour moi de resserrer les liens avec le Qatar, une façon pour moi de connaître l'opinion d'une façon plus précise des dirigeants et du principal dirigeant du Qatar sur ce qu'il conviendrait de faire, ce que l'on peut attendre de l'évolution de la situation dans le Moyen-Orient, enfin une vue générale des relations entre les pays du Nord, les pays du Sud, le devenir des Nations unies, et surtout la conversation si nécessaire sur les conditions de la paix, pour ne pas avoir à parler de la guerre.\

QUESTION.- Monsieur le Président, les relations internationales traversent à l'heure actuelle une phase de polarisation est-ouest dans laquelle la France joue un rôle qui se distingue par son indépendance. Pensez-vous, monsieur le Président, que cette attitude puisse avoir des conséquences négatives qui risquent d'affecter à la fois les relations franco-américaines et franco-soviétiques ?

- LE PRESIDENT.- Non, c'est plutôt le contraire. La France est une alliée loyale. Nous

appartenons à l'Alliance atlantique, depuis la fin de la guerre pratiquement. Nous avons donc des amis avec lesquels nous entretenons un pacte dont certains effets sont des effets militaires, des effets défensifs mais des effets militaires. Certes nous n'appartenons pas, nous n'appartenons plus à ce que l'on appelle le commandement intégré de l'alliance, de l'OTAN, depuis que le général de Gaulle a décidé que la France reprenait son autonomie stratégique, mais nous avons quand même des relations constantes. Nous sommes des alliés, loyaux je le répète, mais des alliés dans le -cadre de l'alliance, de sa définition défensive sur une aire géographique délimitée, nous n'appartenons pas à une alliance chargée d'exprimer une opinion commune sur tous les problèmes qui affectent les sociétés humaines et en particulier dans la région où vous vous trouvez, il n'y a pas d'alliance atlantique, il y a des pays atlantiques, amis entre eux mais dont chacun a bien le droit d'avoir son opinion.

- Donc vous avez raison de le dire, la France se distingue, c'est un pays indépendant et qui exprime une opinion indépendante. J'ai été amené à refuser, par exemple, de m'associer à une démarche qui peut conduire vers un durcissement de la guerre dans l'espace. J'ai également refusé une des négociations séparées sur les problèmes nucléaires avec l'Union soviétique, voyez, il m'arrive de dire non, il m'arrive de dire oui et je dois constater, aujourd'hui, que nous avons eu des relations tout à fait confiantes dans l'indépendance mutuelle avec les Etats-Unis d'Amérique et que nous avons tout de même resserré, de façon intéressante, des relations traditionnelles historiques très anciennes de la Russie, l'Union soviétique et de la France. Non je crois que c'est plutôt le contraire, cette attitude indépendante nous vaut, je crois, le respect des uns et des autres et, loin de refroidir les amitiés, elle les a peut-être au contraire avivées.\

QUESTION.- Monsieur le Président, la France a proposé un programme de recherche technologique avancée Eurêka, en réponse au programme américain intitulé "Initiative de défense stratégique" plus couramment connu, comme vous le savez, monsieur le Président, sous le nom de "Guerre des étoiles". Est-ce que ce programme européen proposé par la France pourrait contribuer à la mise en place d'un système d'auto-défense malgré certaines divergences de vue entre la France et la République fédérale d'Allemagne ?

- LE PRESIDENT.- Je crois qu'il faut distinguer plusieurs points dans votre question. D'abord Eurêka, ce n'est pas une réponse à SDI. Ce sont deux projets qui ont cheminé parallèlement, ils n'ont pas non plus le même objectif. Le SDI est présenté par M. Reagan comme un acte de caractère militaire défensif, empêcher des missiles adverses de pouvoir pénétrer sur les territoires que les Etats-Unis d'Amérique estiment devoir défendre. Eurêka a des objectifs civils, scientifiques et civils. Nous essayons de mettre en commun les dix-huit pays qui déjà ont donné leur accord, le 10 février, d'établir un certain nombre de programmes industriels, ce sont des programmes que passent, entre elles, les entreprises, et les Etats se contentent d'apporter des dotations, financer, pour faciliter ces accords, c'est ce que la France a fait, c'est ce que l'Allemagne vient de faire, nous ne sommes pas les seuls. Mais est-ce que cela a un -rapport avec la relation franco-allemande, non pas directement, d'abord Eurêka n'est pas une réponse au SDI, il se situe sur des terrains différents, là où on peut les rapprocher, c'est qu'il s'agit, dans l'un et l'autre cas de perfectionner des technologies très avancées. L'électronique, la connaissance des lasers, le développement de l'ordinateur dans sa miniaturisation et dans la rapidité des questions et des réponses, l'amélioration de toute une série de technologies, qui peuvent avoir des utilisations pacifiques mais aussi des utilisations militaires, on ne peut pas dire que la science, a priori, se cantonne dans un domaine ou dans l'autre, ce sont des hommes ou des sociétés, les Etats, qui utilisent les progrès de la science d'une façon plus ou moins pacifique. Nous ne sommes pas maîtres naturellement des usages qui en seront faits plus tard, les inventeurs de la fission de l'atome n'avaient sans doute pas prévu l'emploi de la bombe atomique. Donc notre démarche est une démarche civile, civile, nous cherchons à faire avancer les sciences et les techniques et en même temps à associer des entreprises pour qu'elles mettent ensemble leurs acquis, leurs puissances, leurs dynamismes, leurs compétences, afin de faire que l'Europe soit en mesure de concurrencer sur ce -plan des pays justement comme les Etats-Unis d'Amérique, le Japon ou tout autre. Voilà l'objet réel. Cela n'a pas de relation directe avec ce que nous

entendons faire avec l'Allemagne mais il est évident que chaque fois qu'une entreprise européenne est lancée, le couple France - Allemagne joue un rôle déterminant et à cet égard, je me réjouis de voir l'Allemagne étroitement unie à la France pour le développement d'Eurêka.\

QUESTION.- Monsieur le Président, la France joue un rôle important pour assurer la stabilité du système économique et financier international. Quels sont selon vous, monsieur le Président, les moyens qui permettraient d'alléger la dette des pays débiteurs, et en particulier les pays du tiers monde?

- LE PRESIDENT.- Ah, c'est le grand problème de l'heure. La France est un pays créancier à l'égard du tiers monde, j'étais au Brésil l'autre jour et on me posait tous les jours la question, non tous les jours, toutes les heures. Nous sommes créanciers de 10 % de la dette brésilienne, je vous cite cet exemple mais tel est notre cas aussi avec beaucoup de pays d'Afrique par exemple. Nous ne pouvons donc pas dire, ce ne serait pas raisonnable, que nous pensons que les dettes ne doivent pas être payées, elles doivent être remboursées. Le problème est de savoir si l'on met des pays du tiers monde en -état de pouvoir produire des richesses nouvelles, ce qui leur permettra d'assurer le service de leurs dettes, d'assurer leur propre croissance et de devenir des partenaires utiles pour les échanges internationaux et c'est cette politique-là qui manque. C'est pourquoi la France a toujours été du côté des pays du tiers monde dans les conférences internationales pour dire il faut changer de méthode, il faut que les pays industriels et que les institutions internationales créent par exemple, de nouvelles liquidités pour que l'on puisse réamorcer la pompe des économies des pays en voie de développement. C'est pourquoi nous disons il faut une politique garantie des cours des matières premières qui ne peuvent pas être soumis simplement à la spéculation, il faut penser que ce sont des peuples qui peuvent vivre ou mourir, simplement parce qu'on a décidé dans une ville lointaine d'un pays du Nord, des dispositions de caractère économique et financier qui n'ont rien à voir avec la capacité de production de la Côte d'Ivoire, du Gabon, ou de, si on veut passer à l'Amérique latine, d'un pays aussi intéressant que le Brésil ou l'Argentine. De telle sorte que, si l'on s'attaque aussi au problème de ce qu'on appelle la filiale énergie, c'est-à-dire donner le moyen aux pays qui ne sont pas producteurs de pétrole de disposer de leur propre énergie, là où ils sont, avec ce qu'ils ont, si l'on travaille à leur procurer une autosuffisance alimentaire, en développant dans chacun de ces pays des technologies les plus avancées qui permettent de démultiplier les cultures, d'abord on met un terme au développement de la famine, ensuite on donne le moyen d'exporter, de s'enrichir, et si l'on a une agriculture puissante dans ces pays, très rapidement des industries de transformation viennent sur place, on industrialise ce pays.

- Ce qui manque, voyez-vous, c'est une vue d'ensemble. Il faut vraiment que les pays du Nord et les pays du Sud parviennent à se rencontrer, et à décider en commun toute une série de mesures qui permettront aux pays en voie de développement de disposer des moyens de développer leurs échanges. A ce moment-là, le problème de la dette se réglera beaucoup plus facilement. Vous me direz, mais en attendant, que faire ? Oui, je le dis, il faut que les pays débiteurs tiennent leur parole, il n'y a pas de société internationale sans cela. Est-ce que des facilités doivent leur être données ? Je pense qu'il faut que ces facilités soient d'un commun accord décidées.\

QUESTION.- Certains cercles politiques pensent que le problème du Proche-Orient ne pourra trouver sa solution que dans le -cadre de conférences internationales auxquelles participeraient les grandes puissances. Pensez-vous, monsieur le Président, que de telles conférences puissent rétablir la paix malgré les élans de divergences entre la position des Etats-Unis et celle de l'Union soviétique et malgré le large fossé qui sépare l'OLP et Israël en ce qui concerne la solution de ce conflit ?

- LE PRESIDENT.- C'est très difficile, si ce n'était pas si difficile, je pense que les protagonistes de ce drame auraient déjà réglé cette affaire entre eux. C'est pourquoi j'ai longtemps souhaité, je le souhaite encore, que cet -état de guerre, actif ou latent, prenne fin par un accord, entre les pays intéressés. Mais je suis bien obligé de constater, les années ayant passé, que cet accord n'a pas pu s'établir. Doit-on abandonner la -recherche de la paix ? Si la conférence internationale, comme cela était proposé, est un moyen à la fois de mêler à la discussion de grands pays qui, on le sait bien, ont de l'influence là comme ailleurs, si les membres du Conseil de sécurité, en

le sait bien, ont de l'influence la comme ailleurs, si les membres du Conseil de sécurité, en particulier les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, peuvent intervenir sans préjudice de la possibilité pour les antagonistes de discuter eux-mêmes entre eux, seulement entre eux, pendant la durée de ces conférences, alors je crois que l'on peut lier les deux méthodes du contact direct et de la conférence élargie. En tout cas, la France se déclarera certainement d'accord pour assurer sa propre présence et contribuer, selon ses moyens, au retour de la paix.\

QUESTION.- Monsieur le Président, pourquoi la France a-t-elle refusé d'entamer une négociation avec l'Union soviétique sur la réduction des armements nucléaires en Europe ? Est-ce que cela signifie implicitement que la France accepterait une telle négociation dans le -cadre de l'Alliance atlantique ?

- LE PRESIDENT.- Non, non, j'ai déjà eu l'occasion de m'expliquer souvent là-dessus. Arrivera le moment, je l'espère, où la France pourra participer à une conférence internationale sur le désarmement, je l'appelle absolument de tous mes vœux, je le souhaite très vivement. Nous n'armons pas, surtout sur le -plan nucléaire, par plaisir, ou par manie. Nous demanderons simplement que l'on juge sainement et je suis très heureux que vous me posiez cette question pour que votre opinion puisse en juger. La France a environ cent cinquante charges nucléaires, c'est suffisant pour assurer sa stratégie de dissuasion, pour assurer sa défense, car elle peut provoquer des grands dommages chez un adversaire éventuel, ce qui suffira pour faire réfléchir cet agresseur s'il y en a un. Il est plus simple de ne pas avoir de vertu offensive si l'on songe que les Etats-Unis d'Amérique d'un côté et la Russie soviétique de l'autre ont chacun environ dix milles charges nucléaires. Cent cinquante en France, en Angleterre moins encore, aux Etats-Unis dix mille, en Union soviétique dix mille, alors nous disons très simplement que les grandes puissances, très armées, surarmées, non seulement arrêtent de surarmer, exemple la Guerre des étoiles, mais également qu'elles entament largement leur propre decrescendo, la diminution de leur armement et à ce moment-là la France dira oui, nous sommes prêts à participer à une conférence du désarmement. Et si l'élan n'est pas donné, si les preuves ne sont pas apportées au point de départ de cette bonne volonté, par les deux plus grandes puissances, les chiffres que je viens de vous indiquer montrent l'aspect dérisoire de cette discussion, dix mille, cent cinquante.\

` Suite réponse sur la réduction des armes nucléaires en Europe `

- En plus, souvent quand on parle de ces choses, on ne parle pas exactement des mêmes armes. La France n'a pratiquement pas de ce que l'on appelle, pardonnez ces termes techniques, ou diplomatiques, d'armes nucléaires intermédiaires, c'est-à-dire des armes qui font environ quatre mille kilomètres de distance, dans le langage occidental, cela veut dire celles qui ne traversent pas l'Atlantique. L'Union soviétique en a beaucoup, peut-être environ 250 à 3 têtes, c'est-à-dire 750 charges nucléaires en Europe. La France n'en a pas, je crois qu'un décompte très strict pourrait montrer que dix-huit de nos fusées peuvent répondre à cette définition, il suffit d'annoncer ces chiffres pour que déjà la discussion s'arrête. Nous, nos armes nucléaires sont de caractère stratégique, elles sont sur des sous-marins, des sous-marins nucléaires. Or, jusqu'ici à Genève, on n'a pas discuté des sous-marins soviétiques nucléaires, ni des sous-marins américains nucléaires donc il faudrait au moins que, si on demande à la France de prendre part, ce qui n'est pas le cas, à une discussion sur le désarmement, au moins que les autres mettent sur la table les armes du même type, on n'en est pas là. Je dis simplement que la France est prête à participer à une conférence sur le désarmement avec les cinq grandes puissances nucléaires dès lors que les deux grandes puissances qui ont pris une telle avance, auront déjà pour une large part démantelé leur système.\

QUESTION.- Monsieur le Président, qu'attendez-vous de la prochaine rencontre au sommet entre le Président Reagan et le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev ?

- LE PRESIDENT.- J'attends, j'espère une assurance supplémentaire pour la paix. La paix, vous savez, tient essentiellement à l'équilibre des forces et si ces deux pays se livrent à une surenchère pour être toujours plus forts que l'autre, on n'en sortira pas. Je souhaiterais vivement que M. Reagan et M. Gorbatchev, qui en sont capables, qui sont des hommes très responsables, s'engagent dans cette voie. Aboutiront-ils ? Ce n'est pas possible qu'une conversation, même fût-

elle de quelques heures, suffise à régler des problèmes aussi complexes. Mais c'est une façon de procéder, c'est un climat de dialogue, j'espère que ce climat sera suffisamment confiant, il sera certainement très sérieux, de façon qu'ensuite, la concurrence puisse se poursuivre d'une façon positive. Voilà mon souhait, vous pourriez me dire mais est-ce que vous y croyez vraiment ? Oui, je préfère faire confiance. Les deux plus grands responsables de la paix dans le monde représentent à la fois d'immenses intérêts, des peuples très nombreux, de peuples qui ont connu l'épreuve de la guerre, qui connaissent leurs responsabilités par rapport aux autres et je n'ai aucune raison de ne pas faire confiance à leurs capacités.\

QUESTION.- Monsieur le Président, avant de terminer, souhaiteriez-vous adresser un message au peuple qatari ?

- LE PRESIDENT.- J'ai commencé notre entretien en disant la joie que j'avais, à quel point je me sentais honoré d'avoir à recevoir sous peu Son Altesse et cette visite qui sera une visite très utile, aura en même temps un caractère symbolique, ce caractère symbolique, je vous prie de l'interpréter en disant à votre peuple que la France est un vieux pays qui a su rajeunir, c'est un grand pays moderne. Pas dans tous les domaines, alors la France est un pays qui travaille pour se moderniser, pour être digne de ses ancêtres, pour être digne de son histoire et que à l'égard de cette population, qui s'est toujours montrée amicale avec nous, nous sentons une correspondance. Généralement, cette correspondance existe avec l'ensemble des peuples arabes, par affinité intellectuelle, ou peut-être par affinité de culture, ou peut-être pour des questions de sensibilité, nous avons une bonne relation et particulièrement avec vos compatriotes, que je salue pour exprimer un message d'amitié.\